

18 DÉCEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS

***Ensemble pour les droits
et la dignité des migrant.e.s***

**RASSEMBLEMENT À RENNES
MARDI 18 DÉCEMBRE À 18H
PLACE DE LA MAIRIE**

Sept mois après des élections qui promettaient le « changement », que reste-t-il des espoirs en matière de politique à l'égard des étrangers ?

Le bilan est grave malgré quelques timides avancées de la Circulaire du 28 novembre. Les objectifs chiffrés de régularisation comme de reconduite à la frontière n'ont pas changé : à Rennes comme dans tant d'autres villes

- les expulsions de Roms sont toujours aussi « musclées »,
- des demandeurs d'asile sont toujours à la rue ou maintenus dans la précarité.
- des jeunes sont déscolarisés, suite à l'expulsion du squat de Pacé où étaient hébergés 80 enfants.
- 5 familles, dont les enfants sont scolarisés dans des écoles rennaises, sont assignées à résidence dans l'attente d'une reconduite dans leurs pays d'origine.

La xénophobie règne dans toute l'Europe et ses conséquences sont dramatiques : 13000 personnes ont péri en Méditerranée entre 1988 et 2012.

C'est une véritable guerre aux migrants que mènent les États européens, restreignant même au sein de l'Europe l'accès à la résidence et au travail. De même que l'obsession de « scores » présentés comme flatteurs dans le domaine des expulsions et des enfermements, ces milliers de vies perdues donnent la mesure du cynisme des États de l'Europe qui, oubliant les droits fondamentaux proclamés, les bafouent impunément.

Dans un pareil contexte, la Journée internationale des migrants, ce 18 décembre 2012, peut être l'occasion de secouer l'immobilisme et, à travers l'expression massive d'une indignation contre cette politique, exiger des changements enfin fondamentaux des politiques migratoires, à commencer par celle de la France.

Défendre le respect de la vie des migrantes et des migrants exige des droits pour tous :

- un vrai droit d'asile, sans politique systématique du soupçon
- l'accueil des malades et des mineurs isolés étrangers
- la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale (conjoint-e, enfants...)
- le droit au logement et au travail pour tous les migrants
- l'abandon des taxes abusives pour toute délivrance d'un titre de séjour.

Cette politique alimente la xénophobie et le racisme dont sont victimes – français ou étrangers - tous ceux qui semblent « issus de l'immigration ».

Nos associations appellent à manifester pour exiger une réelle politique de solidarité.

Nous appelons également à la ratification rapide par la France de la Convention des Nations unies "Pour les droits des travailleurs immigrés et des membres de leur famille", qui devrait être ratifiée depuis 1990.

À l'appel de :

- MRAP Ille et Vilaine, LDH section de Rennes, Cimade Rennes, ATTAC Rennes, RESF 35, Un Toit c'est un Droit, CCFD-terre solidaire 35.
- FSU Ille et Vilaine, UL-CNT 35.